

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie B.P.: 3243 Tél. (+251-115) 513 822 Télécopie: (+251-115) 519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

DEUXIEME RÉUNION DU GROUPE DE SUIVI
ET D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION
AU BURKINA FASO

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO
LE 30 MARS 2015

GISAT-BF/CONCL.(II)

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

1. Le Groupe de suivi et d'accompagnement de la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF) a tenu sa 2^{ème} réunion à Ouagadougou, le 30 mars 2015. La réunion s'est tenue sous les auspices de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des Nations unies, co-Présidents du GISAT-BF, et a vu la participation des pays et institutions membres du Groupe. La liste des pays et organisations ayant pris part à la réunion figure en annexe¹.
2. La cérémonie d'ouverture a été marquée par l'allocution prononcée par le Président de la Transition, Président du Faso et Président du Conseil des Ministres, S.E. Monsieur Michel Kafando, ainsi que par les discours du Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, Smaïl Chergui, du Président de la Commission de la CEDEAO, Kadré Désiré Ouédraogo, du représentant du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, empêché, et du Ministre des Affaires étrangères de la République du Zimbabwe, Simbarashe S. Mumbengegwi, au nom de la présidence en exercice de l'UA.
3. Les participants ont été informés par le Premier ministre de la Transition, Yacouba Isaac Zida, et les membres compétents du Gouvernement de l'évolution du processus de mise en œuvre de la Transition, ainsi que de la situation socio-économique et d'autres aspects connexes. Ils ont interagi avec le Conseil national de Transition (CNT), les partis politiques et la société civile. Les participants ont eu des échanges approfondis sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de la réunion.
4. Les participants ont pris note avec satisfaction des avancées qui continuent d'être enregistrées dans la mise en œuvre du processus de transition, conformément à la Charte de Transition adoptée le 16 novembre 2014. À cet égard, ils ont réitéré leur profonde appréciation au Gouvernement du Burkina Faso et à l'ensemble des parties prenantes burkinabé pour la maturité politique et le sens des responsabilités dont ils continuent de faire preuve. Ils ont encouragé les acteurs burkinabé à persévérer dans leurs efforts, pour mener à son terme la transition, dans un esprit de participation inclusive et de réconciliation entre toutes les composantes de la nation. Dans ce contexte, ils ont souligné l'importance d'une concertation étroite et continue entre le Gouvernement, les différents acteurs politiques et la société civile sur les différents défis auxquels le pays est confronté.
5. Les participants ont pris note de l'annonce du calendrier détaillé des élections présidentielle, législatives et locales par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), à la suite de consultations avec le Gouvernement, les partis politiques et les autres acteurs concernés, ainsi que du lancement, le 3 mars 2015, du processus de révision des listes électorales. Ils se sont félicités de la mise en place du Comité de pilotage présidé par le Premier ministre, ainsi que du Comité technique de suivi des activités opérationnelles.

¹ Algérie, Allemagne, Bénin, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Etats-Unis, France, Ghana, Japon, Luxembourg, Mali, Niger, Nigeria, Russie, Sénégal et Zimbabwe, BAD, CEDEAO, CEN-SAD, FMI, Nations unies, OCI, OIF, PNUD, UA, UE et UEMOA

6. Les participants ont exhorté les différentes institutions impliquées dans la préparation et l'organisation des élections à continuer à jouer pleinement le rôle qui est le leur, dans le cadre d'une approche coordonnée, consensuelle et inclusive. Dans ce contexte, ils ont souligné la nécessité du respect scrupuleux des dispositions de la Constitution, de la Charte de Transition et du Code électoral, y compris celles relatives aux règles d'éligibilité. Ils ont également exhorté les autorités de la transition à poursuivre les efforts engagés en vue de permettre aux Burkinabè de l'extérieur de participer pleinement à la vie démocratique de leur pays, notamment en initiant les mesures nécessaires à leur participation aux élections de 2020.

7. Les participants ont noté avec satisfaction les moyens financiers significatifs mobilisés par le Gouvernement du Burkina Faso pour l'organisation des élections. Ceux-ci s'élèvent à 25 milliards de Franc CFA, sur un budget total de 54 milliards de Franc CFA. Les participants ont souligné que cette contribution est d'autant plus appréciable que le Burkina Faso fait face à une situation économique et financière difficile.

8. Les participants se sont félicités des contributions déjà annoncées par certains États et organisations, et ont souligné la nécessité pour la communauté internationale d'apporter le soutien financier, technique et logistique nécessaire au bon déroulement du processus électoral et à la tenue d'élections libres, régulières et transparentes, dans les délais convenus. Tout en formant l'espoir d'un soutien international additionnel, les participants ont insisté sur la responsabilité particulière des États membres de l'UA et l'impératif pour eux de contribuer financièrement à la tenue des élections, dans l'esprit de la solidarité panafricaine. Ils ont demandé au Gouvernement burkinabé et aux institutions concernées, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, de fournir des informations détaillées sur le déficit accusé dans le budget des élections et devant être comblé.

9. Les participants se sont félicités du parachèvement de la mise en place des institutions prévues par la Transition. À cet égard, ils ont salué la nomination par les autorités de la Transition du Président, des Présidents de sous-Comités et des membres de la Commission pour la réconciliation nationale et des réformes constitutionnelles, politiques et institutionnelles, prévue aux termes de l'article 18 de la Charte de la transition.

10. Les participants ont déclaré attendre avec intérêt les projets de réformes que la Commission susmentionnée soumettra aux autorités burkinabé compétentes dans le cadre de l'approfondissement de la démocratie et du renforcement de l'État de droit, conformément aux aspirations profondes du peuple burkinabé. Ils ont encouragé les autorités de la transition, sur la base des recommandations qui seront faites, à poser les jalons des réformes requises pour renforcer la démocratie et l'État de droit, étant entendu que ces réformes devront être poursuivies et parachevées par les autorités issues des prochaines élections.

11. Les participants ont relevé avec satisfaction les efforts engagés par le Gouvernement de la transition dans le cadre du Programme socio-économique d'urgence, dans une conjoncture économique peu favorable. Ils ont réitéré l'impératif d'un soutien économique et financier à long terme pour alléger les difficultés socio-économiques auxquelles le Burkina Faso est confronté. Ils ont rappelé l'importance cruciale que revêt l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier la jeunesse et les femmes, dans les efforts de promotion durable de la paix, de la sécurité

et de la stabilité au Burkina Faso et dans le Sahel, d'une façon générale. Ils ont renouvelé leur appel aux Etats membres de l'UA et à la communauté internationale dans son ensemble, pour qu'ils apportent tout l'appui nécessaire à cette fin.

12. Les participants ont exprimé leur profonde gratitude aux dirigeants de la région, en particulier aux Présidents John Dramani Mahama du Ghana, Président en exercice de la CEDEAO, et Macky Sall du Sénégal, Président du Groupe de contact de la CEDEAO sur le Burkina Faso, pour le soutien et l'accompagnement qu'ils continuent d'apporter aux efforts visant à parachever, avec succès, la Transition en cours au Burkina Faso, à travers la tenue d'élections libres, transparentes et régulières, dans les délais convenus par les acteurs burkinabè. Ils ont remercié l'UA, la CEDEAO et les Nations unies, pour leurs efforts conjoints en appui à la transition au Burkina Faso.

13. Les participants ont demandé l'accélération de la mise en œuvre des Conclusions de la réunion inaugurale du GISAT-BF en ce qui concerne les mécanismes de suivi, en particulier la mise en place du GISAT-BF au niveau local.

14. Les participants ont exprimé leur gratitude au Gouvernement de transition du Burkina Faso pour son hospitalité et sa coopération. Ils ont remercié les co-Présidents pour l'organisation réussie de la rencontre, et ont convenu de tenir la 3^{ème} réunion du Groupe au mois de mai 2015, à une date qui sera convenue par voie de consultation.